

Communiqué de presse

La proposition d'interdire Hizb ut Tahrir ne peut aboutir que par l'introduction d'un système juridique à deux vitesses

Au cours des deux dernières décennies, les gouvernements fédéral et étatiques australiens, tous bords politiques confondus, ont fait preuve d'une unanimité inhabituelle sur un point. Malgré les efforts répétés des défenseurs sionistes pour faire interdire Hizb ut Tahrir dans ce pays, tous les gouvernements successifs ont répondu sans équivoque que, malgré le mécontentement des sionistes face à notre activisme pro-palestinien, nos activités n'avaient rien d'illégal.

Normalement, cela mettrait fin à la discussion. Mais pas pour les partisans sionistes, qui sont prêts à tout pour protéger la criminalité de l'entité sioniste en interdisant toute critique à son égard.

Ces dernières années, les défenseurs sionistes ont réussi à faire pression pour obtenir une nouvelle catégorie de crime appelée « apologie du génocide ». L'objectif était de criminaliser toute conversation politique remettant en cause le droit d'existence de l'occupation en la présentant comme une atteinte à l'autodétermination juive. Cela implique que pour protéger la vie des Juifs, les sionistes doivent avoir le droit de détruire la vie des Palestiniens, et que cette criminalité doit être protégée par la loi !

Les sionistes cherchent désormais à abaisser encore davantage la barre en préconisant non seulement des lois plus sévères contre les discours haineux, mais aussi l'introduction d'une catégorie spécifique de discours haineux visant expressément à interdire l'activisme musulman.

Pour faire avancer cette proposition, les défenseurs sionistes cherchent à exploiter le discours islamophobe latent de la guerre contre le terrorisme en insistant sur le fait qu'ils ne visent que les « radicaux » et les « extrémistes ». Mais il n'y a rien de radical à s'opposer à l'occupation ou au génocide, comme le prouvent les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé sur le pont du port de Sydney, démontrant ainsi que cet appel est très « mainstream », ce qui soulève alors la question suivante : qui est exactement la cible ?

En réponse aux efforts de lobbying, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur ont tous deux émis l'idée de changer de cap. La question n'est plus de savoir si Hizb ut Tahrir est violent ou antisémite. La question est désormais de savoir si les expressions politiques de Hizb ut Tahrir sont tolérables.

Le gouvernement australien, comme tous les gouvernements qui l'ont précédé, a déclaré sans équivoque que les opinions et les activités du Hizb ut Tahrir étaient tout à fait légales. Mais il a maintenant déclaré qu'il ne nous aimait pas - ce qui signifie en langage codé que les défenseurs sionistes ne nous aiment pas - et qu'il voulait trouver un moyen de nous faire taire. Ils envisagent donc sérieusement la proposition sioniste de créer une catégorie spécifique de crime afin de nous interdire aujourd'hui, puis demain tout activisme pro-palestinien, et qui sait quoi d'autre encore ?

Cette proposition accorde au pouvoir exécutif le pouvoir de déterminer qui peut participer au débat national et, si le gouvernement ne vous aime pas, de contourner le parlement et les tribunaux pour vous exclure violemment de ce débat.

Cette proposition peut ne pas sembler immédiatement alarmante pour beaucoup. Après tout, il ne s'agit que des musulmans. Et même dans ce cas, uniquement des soi-disant « radicaux ». Nous pouvons ne pas être d'accord avec cette proposition, nous pouvons même ne pas la comprendre correctement, mais l'Australie a été conditionnée à se méfier des musulmans, alors cette proposition doit bien avoir une certaine validité, n'est-ce pas ?

Mais quelqu'un croit-il vraiment que cette proposition d'abus de pouvoir s'arrêtera aux musulmans ? Ou s'agit-il simplement de normaliser la répression des mouvements militants auxquels s'opposent les gouvernements en place ? Nous en avons vu des exemples avec les abus de pouvoir du gouvernement pendant la pandémie de Covid. Nous l'avons vu avec la manière dont les gouvernements punissent les lanceurs d'alerte tout en protégeant les criminels. Nous l'avons vu avec la police antiterroriste utilisée comme une arme pour menacer les podcasteurs sur YouTube.

C'est la pente glissante sur laquelle nous nous trouvons actuellement. Indépendamment de nos opinions sur l'Islam et les musulmans. Indépendamment de nos opinions sur Hizb ut Tahrir. Indépendamment de notre position sur la Palestine. Qui parmi nous souhaite voir un gouvernement décider qui peut ou ne peut pas s'exprimer en fonction de ses sympathies ou antipathies ? De plus, qui parmi nous croit que les défenseurs du sionisme dans ce pays ont à cœur les intérêts de l'Australie ou se soucient davantage de redorer l'image de l'entité sioniste, même si cela nuit à celle de l'Australie ?

Bureau des médias du Hizb ut Tahrir en Australie